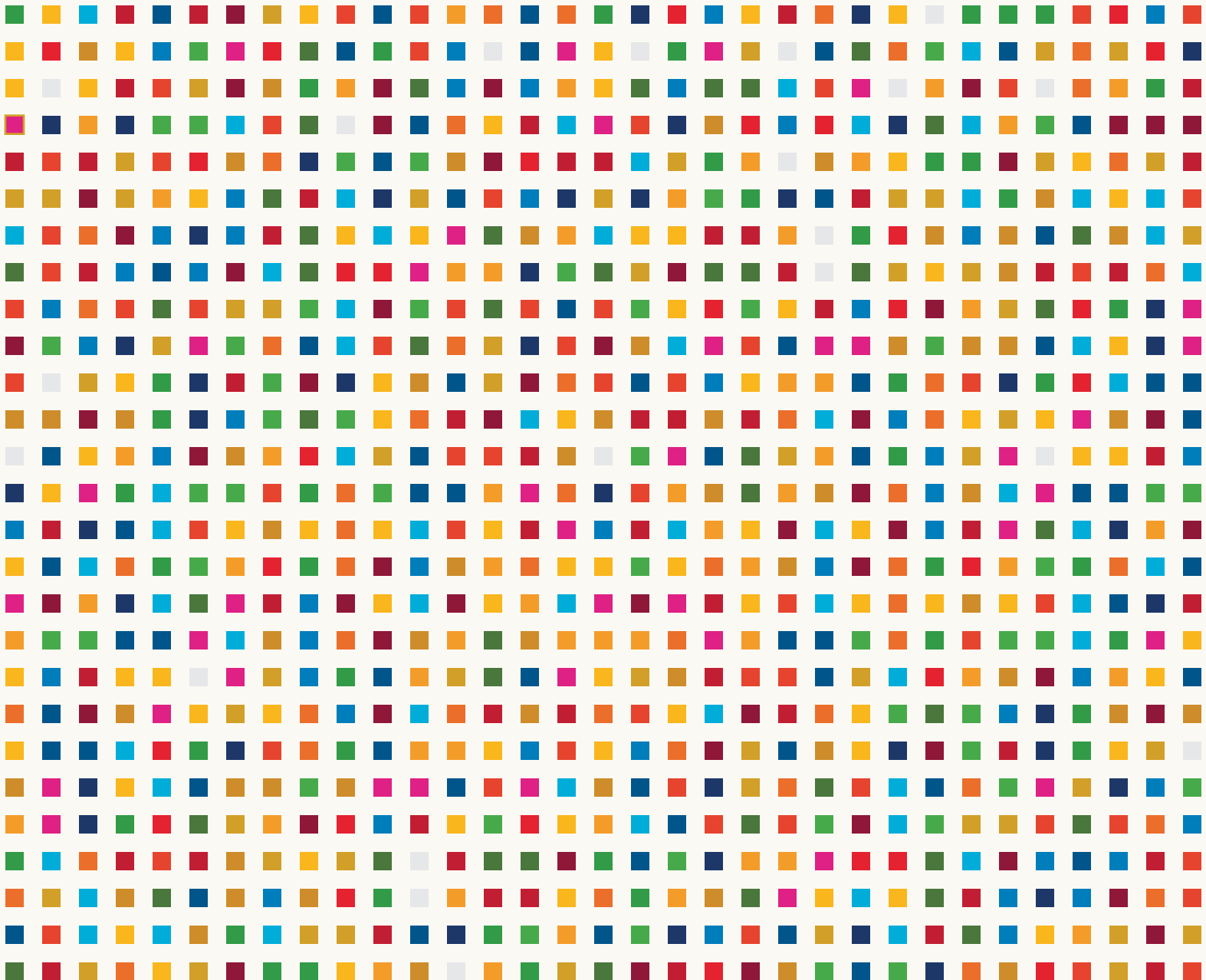


# INDICES & TABLEAUX DE BORD DES ODD

RAPPORT GLOBAL

JUILLET 2016



*Les opinions exprimées dans le présent rapport ne reflètent pas les opinions d'une organisation, agence ou programme des Nations Unies. Il a été préparé par une équipe d'experts indépendants du secrétariat du Réseau des Solutions pour le Développement Durable (SDSN) et de la Fondation Bertelsmann.*

*Le présent rapport a été préparé avec le soutien et les conseils étendus des membres du Conseil de direction du SDSN. Les membres du Conseil de direction nommés ci-dessous agissent à titre personnel. Par conséquent, les opinions exprimées dans le présent document peuvent ne pas refléter les opinions de leurs institutions d'accueil. Les membres ne sont pas nécessairement d'accord avec tous les éléments contenus dans le présent rapport.*

*Les principaux auteurs sont Jeffrey Sachs, Guido Schmidt-Traub, Christian Kroll, David Durand-Delacre et Katerina Teksoz. Ce rapport doit être cité de la manière suivante : Sachs, J., Schmidt-Traub, G., Kroll, C., Durand-Delacre, D. et Teksoz, K. (2016) : *SDG Index and Dashboards - Global Report*. New York: Bertelsmann Stiftung and Sustainable Development Solutions Network (SDSN).*

*Réalisation de la couverture : Ryan Swaney*

*Présentation graphique du rapport : Philippe Dabasse, Graphiste*

Un avant-projet de ce rapport a été mis à disposition pour consultation publique. La Fondation Bertelsmann et le SDSN ont en outre contacté de nombreuses organisations et experts afin de leur demander conseil et avis. Les auteurs sont reconnaissants du grand nombre de commentaires qu'ils ont reçus en particulier des personnes et des institutions citées ci-dessous, agissant souvent à titre personnel. Les auteurs sont particulièrement reconnaissants des contributions détaillées reçues de la part des organisations membres du SDSN et de leurs collègues dudit réseau. Un résumé des commentaires écrits reçus pendant la consultation publique de ce rapport est disponible sur [www.unsdsn.org](http://www.unsdsn.org). Toute erreur ou omission qui pourrait subsister relève de la seule responsabilité des auteurs.

Association de la défense des droits des agriculteurs | Université Bilkent | Biositu, LLC | BirdLife International | Bren School of Environmental Science and Management, UC Santa Barbara | CDP | Centre de recherche environnementale et de développement durable, Universidade Nova de Lisboa | Centre pour un réseau d'information international en sciences de la terre (CIESIN), Université Columbia | Centre d'économie et de politique étrangère (EDAM) | Centre de l'environnement et du développement durable, Université Göteborg | CIVICUS | Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO) | Protection mondiale des animaux de ferme | Groupe énergies et ressources, UC Berkeley | Environnement et changement climatique Canada | Ericsson | Section allemande du réseau européen d'éthique économique (DNWE) | Panel européen sur l'azote | Université européenne de Flensburg | Fondation Eni Enrico Mattei (FEEM) | Gavi, L'Alliance mondiale pour les vaccins | GEOMAR - Centre Helmholtz de recherches océanographiques Kiel | Conseil allemand du développement durable | Institut de développement allemand (DIE) | GlaxoSmithKline | Fonds mondial pour la diversité des cultures | Initiative indice | Institut indien des établissements humains | Institut d'études avancées de développement durable (IASS) | Institut d'écologie, Université Mayor de San Andrés | Centre international de l'agriculture tropicale | Institut international de l'environnement et du développement (IIED) | Organisation internationale du travail (OIT) | Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) | Connaissances pour le développement sans frontières | Université Macquarie | Sciences de management de la santé (MSH) | Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) | Agence d'évaluation environnementale néerlandaise PBL | Questions de Population | Portia/Sommet sur les genres | PARIS21 | Institut de recherche sur les incidences climatiques de Postdam (PIK) | Recherche Rothamsted | SDSN Amazonie | SDSN Andes | SDSN Australie-Pacifique | SDSN Allemagne | SDSN Grands Lacs | SDSN Italie | SDSN Nigéria | SDSN Europe du Nord | SDSN Philippines | SDSN Asie du Sud et de l'Est | SDSN Espagne | La fondation de consensus à Genève | Université Tsinghua | Udyama | Le bureau du développement humain, PNUD | Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD) | UNICEF | Division des statistiques des Nations unies | Université des nations Unies (UNU) | Université d'Idaban | Université du Centre de Maryland sur les sciences environnementales | Université de Pavie, Italie | Université de Puerto Rico, Campus Mayagüez | Université de Sienne | Université des Antilles | Banque mondiale | Organisation mondiale de la santé (OMS)

## Membres du Comité Exécutif du Réseau des Solutions pour le Développement Durable (SDSN) (co-directeurs) :

**Amina Mohammed**, Ministre du cabinet du Président Muhammadu Buhari, Nigéria ; **Aromar Revi**, Directeur de l'Institut indien pour les établissements humains, Inde ; **John Thwaites**, Président de l'Institut de développement durable, Australie ; **Laurence Tubiana**, Représentante spéciale auprès du Ministre des affaires étrangères à l'occasion de la conférence Paris Climat 2015 (COP-21) et ambassadrice française chargée des négociations sur le changement climatique, France ; **Virgilio Viana**, Directeur général de la Fondation de développement durable de l'Amazonie, Brésil ; **Lan Xue**, Professeur et doyen de la chaire Cheung Kong de l'école SPPM à l'université Tsinghua, Chine.

## Membres du Conseil de Direction du Réseau des Solutions pour le Développement Durable (SDSN) :

**Zakri Abdul Hamid**, Conseiller scientifique auprès du Premier Ministre, Malaisie ; **Irene Agyepong**, Professeure, Département Gestion, planification et politique de santé à l'École de Santé publique de l'université du Ghana, Ghana ; **S.E. Reem Ebrahim Al Hashimy**, Ministre d'État, Émirats Arabes Unis ; **Sultan Al Jaber**,\* Ministre d'état et Président de Masdar, Émirats Arabes Unis ; **S.A.S. Prince Albert II de Monaco**, Chef d'État, Monaco ; **Inger Andersen**, Directrice Générale, Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN), Suisse ; **Shaukat Aziz**, ancien Premier Ministre, Pakistan ; **Peter Bakker**, Président, World Business Council for Sustainable Development, Suisse ; **Belay Begashaw**, Directeur, Columbia Global Centers, Afrique, Kenya ; **Frances Beinecke**, ancienne Présidente, NRDC, USA ; **Joseph Bell**, Associé, Hogan Lovells, USA ; **Mohamed Benaïssa**, ancien Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, ancien Ministre de la Culture, maire d'Assilah et secrétaire général de la Fondation du Forum d'Assilah, Maroc ; **David Berry**, Associé, Flagship Ventures, USA ; **Micheline Calmy-Rey**, Professeur invité, université de Genève, Suisse ; **Joshua Castellino**, Professeur de droit et doyen, École de droit à l'université du Middlesex, UK ; **Madhav Chavan**, Co-fondateur et PDG, Pratham, Inde ; **Mark Cutifani**, Directeur Général, Anglo American, UK ; **Ingolff Dietrich**, Directeur, BMZ, Allemagne ; **Robbert Dijkgraaf**, Directeur et Professeur Leon Levy, Institute of Advanced Study, USA ; **Bineta Diop**, Fondatrice et Présidente, Femmes Africa Solidarité, Sénégal ; **Achim Dobermann**, Directeur, Rothamsted Research, UK ; **Hendrik du Toit**, Président-Directeur Général, Investec Asset Management, Afrique du Sud ; **Jan Egeland**, Secrétaire général, Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), Norvège ; **S.E. Métropolitaine Emmanuel**, Exarque, Patriarcat œcuménique de Constantinople, Grèce ; **Leonel Fernández Reyna**, Président, Global Foundation for Democracy and Development (FUNGLODE) et ancien président, République Dominicaine ; **Christiana Figueres**,\* Secrétaire exécutive, UNFCCC, Allemagne ; **José María Figueres**, Président, Carbon War Room, USA ; **Cheikh Tidiane Gadio**, Président, Institut Panafricain De Stratégies et ancien Ministre des Affaires étrangères, Sénégal ; **Charlotte Petri Gornitzka**, Directrice générale de l'Agence suédoise pour la coopération au développement international (Sida), **Tarja Halonen**, ancienne Présidente, Finlande et membre, Angelopoulos Global Public Leaders, Harvard Kennedy School, USA ; **James Hansen**, Directeur du programme Climate Science, Awareness and Solutions, Earth Institute et ancien Directeur, Institut Goddard des études spatiales de la NASA, USA ; **José Miguel Insulza**, ancien Ministre des Affaires étrangères du Chili, Santiago, Chili ; **Naoko Ishii**, PDG et présidente, Global Environment Facility (GEF), USA ; **Vuk Jeremić**, président, Centre serbe pour la coopération

internationale et le développement durable (CIRSD), Serbie ; **Pavel Kabat**, directeur général et PDG, Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (IIASA), Autriche ; **Geoffrey Kent**, fondateur, président et PDG, Abercrombie & Kent Group of Companies, Kenya ; **Niclas Kjellström-Matseke**, PDG, Novamedia Swedish Postcode Lottery, Suède ; **Israel Klabin**, Fondateur et Président, Fondation brésilienne pour le développement durable, Brésil ; **Adolf Kloke-Lesch**, Conseiller senior, Institut allemand pour le développement, Allemagne ; **Markos Kyprianou**, ancien Commissaire européen et ancien Ministre des affaires étrangères de Chypre ; **Upmanu Lall**, Directeur, Columbia Water Center, USA ; **Felipe Larraín**, Directeur, Centro Latinoamericano de Políticas Económicas y Sociales (CLAPES-UC) et Professeur, Pontificia Universidad Católica de Chile, Chili ; **Lord Richard Layard**, Directeur, Programme sur le bien-être, London School of Economics et Professeur émérite, London School of Economics, UK ; **Frannie Léautier**, Présidente et Associée co-fondatrice, Mkoba Private Equity, Tanzanie ; **Yuan T. Lee**, Président émérite, Academia Sinica, Taiwan, et Président sortant, ICSU, France ; **Klaus Leisinger**, Fondateur et Président, Global Values Alliance Foundation, Suisse ; **Justin Yifu Lin**, Doyen honoraire et Professeur, École nationale de développement, Université de Pékin ; **Gordon Liu**, Directeur, China Center for Health Economics Research (CCHER), Université de Pékin, Chine ; **Siamak Sam Loni** (membre d'office), SDSN Youth, Australie ; **Jane Lubchenco**, Professeur émérite, Université d'état de l'Oregon, USA ; **Lu Mai**, Secrétaire général, China Development Research Foundation, Chine ; **Julia Marton-Lefèvre**, ancienne directrice générale de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), Suisse ; **Vladimir Mau**, Recteur de l'Académie présidentielle russe de l'économie nationale et de l'administration publique, Russie ; **Miguel Ángel Moratinos Cuyaubé**, ancien Ministre des affaires étrangères, Espagne ; **Shahid Naeem**, Directeur du centre de développement durable, Institut de la terre, Université Columbia, USA ; **Claude Nahon**, Vice-Président senior du développement durable, groupe EDF, France ; **Sunita Narain**, Directrice Générale, Centre for Science and Environment (CSE), Inde ; **Rebecca Nelson**, Professeur, Université Cornell, USA ; **Charity Ngilu**, Secrétaire du cabinet ministériel, Foncier, Logement et Développement urbain, Kenya ; **Amadou Niang**, Directeur, OMD Afrique de l'Ouest et du Centre, Sénégal ; **Michelle Nunn**, CEO, Care, USA ; **Cherie Nursalim**, Vice-présidente , Groupe GITI, Singapour ; **Leslie O'Donoghue**, Vice-Présidente exécutive Corporate Development & Strategy, Chief Risk Officer, Agrium, Canada ; **Ikenna Onyido**, Professeur et Directeur, Centre de développement durable, Université Nnamdi Azikiwe, Nigéria ; **Roza Otunbayeva**, Fondateur, Fondation Roza Otunbayeva , Kirgystan ; **HE Mari Pangestu**, ancien Ministre du Tourisme et de l'Économie Créative, République d'Indonésie ; **George Papandreou**, ancien Premier Ministre, Grèce ; **Antonio Pedro**, Directeur, Nations Unies, Commission économique pour l'Afrique, Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale, Rwanda ; **Paul Polman**, CEO, Unilever, Pays-Bas ; **Sabina Ratti**, Directrice exécutive, fondation Eni Enrico Mattei (FEEM), Italie ; **Srinath Reddy**, Président, fondation de santé publique d'Inde, Inde ; **Teresa Ribera**, directrice, Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI), France ; **Angelo Riccaboni**, Recteur, Université de Sienne, Italie ; **Johan Rockström**, Directeur exécutif , Stockholm Resilience Centre, Suède ; **Rabbi David Rosen**, Directeur international des affaires interreligieuses, American Jewish Committee, Israël ; **Cynthia Rosenzweig**, Chercheur senior, Institut NASA-Goddard d'études spatiales, USA ; **Jeffrey Sachs**, Directeur, Institut de la Terre, Université Columbia, USA ; **Monsignor Marcelo Sánchez Sorondo**, Chancelier de l'Académie pontificale des sciences, Cité du Vatican ; **Guido Schmidt-Traub**, Directeur exécutif du Réseau des solutions pour le développement durable (SDSN), France ; **Josette Sheeran**, Présidente et CEO, Asia Society, USA ; **Feike Sijbesma**, CEO et Présidente du comité directeur DSM, Pays-Bas ; **Vania Somavilla**, Directeur exécutif des Ressources Humaines, Santé et Sécurité, Développement et Énergie, Vale, Brésil ; **Andrew Steer**, Président et CEO,

Institut des ressources mondiales, USA ; **Carl-Henric Svanberg**, Président de BP, UK et Président de Volvo AB, Suède ; **M. Din Syamsuddin**, Président de Muhammadiyah, Indonésie ; **Lena Treschow Torell**, Présidente de l'Académie royale suédoise des sciences d'ingénierie, Suède ; **Ted Turner**, Président de la Fondation Turner et Président de la Fondation des Nations Unies, USA ; **William Vendley**, Secrétaire Général de Religions pour la paix ; **Hans Vestberg**, Président et CEO du Groupe Ericsson, Suède ; **Martin Visbeck**, Chaire d'Océanographie physique, Centre Helmholtz de recherches océanographiques GEOMAR, Kiel, Allemagne ; **Nur Hassan Wirajuda**, ancien Ministre des affaires étrangères, Indonésie et membre du Conseil des conseillers présidentiels, Indonésie ; **Hirokazu Yoshikawa**, Courtney Sale Ross Professeur de Mondialisation et d'Éducation, Université New York , USA ; **Soogil Young**, Professeur, KDI School of Public Policy and Management et ancien Président du comité présidentiel de croissance verte, Corée ; **Kim Young-Mok**, Président de l'agence coréenne internationale de coopération (KOICA), Corée ; **Hania Zlotnik**, ancienne Directrice de la Division de la population du département des affaires économiques et sociales (DESA), USA

## Sommaire

<b>Préface</b>	<b>8</b>
<b>Motivations à l'origine de la création d'un indice et des tableaux de bord ODD non officiels</b>	<b>11</b>
<b>Partie I. L'indice ODD</b>	<b>13</b>
Approche méthodologique	13
Résumé des résultats	14
<b>Partie II. Les tableaux de bord ODD</b>	<b>19</b>
Approche méthodologique	19
Résumé des résultats	20
<b>Partie III. Quelques restrictions et conclusions de cette analyse</b>	<b>23</b>
<b>Annexe : Questions fréquemment posées sur l'indice et les tableaux de bord ODD</b>	<b>26</b>
Motivations	26
Sélection des indicateurs et des données	28
Méthodologie	28
Interprétation des résultats et des restrictions	30
Prochaines étapes	32
<b>Références</b>	<b>33</b>

## Liste des tableaux

Table 1. L'indice ODD	16
Table 2. Classements des pays selon l'indice augmenté pour les pays de l'OCDE	18

## Liste des figures

Figure 1. Les Objectifs de Développement Durable (ODD)	12
--	----



# Préface

En nos qualités de Président et PDG de la Fondation Bertelsmann, d'une part, et Directeur du Réseau des Solutions pour le Développement Durable (SDSN), d'autre part, nous sommes fiers de vous présenter ce document, qui est le fruit du travail conjoint de ces deux organisations. Ce travail s'appuie sur un rapport innovant publié l'année dernière par la Fondation Bertelsmann intitulé *Objectifs de développement durable : les pays riches sont-ils prêts ?*, également élaboré avec la collaboration du SDSN. Le rapport de l'année dernière décrivait la situation des Objectifs de Développement Durable (ODD) dans les 34 pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), pour la plupart des pays à haut revenu. Notre rapport, aujourd'hui, vient compléter à plusieurs niveaux le travail effectué, en ajoutant de nouveaux indicateurs, en affinant la méthodologie et en adoptant une approche mondiale qui intègre également des pays ne faisant pas partie de l'OCDE. Il concerne ainsi désormais 149 des 193 états membres de l'Organisation des Nations Unies.

Ce rapport a pour objectif d'aider les pays à démarrer la mise en œuvre des ODD. Les ODD sont un programme universel de développement durable, appelant toutes les nations à poursuivre une stratégie globale qui associe la croissance économique, l'intégration sociale et la durabilité environnementale. Les 17 ODD, convenus lors du sommet de l'O.N.U. du 25 septembre 2015, incarnent une vision globale partagée visant à associer ces trois axes du développement durable aux niveaux local, national et international. Nous avons plaisir à constater que, de par le monde, les gouvernements locaux et nationaux se rassemblent autour de ces nouveaux objectifs, cherchant des moyens de les intégrer dans les processus de planification. Les entreprises, le monde universitaire et la société civile reconnaissent également que les ODD et l'Accord de Paris sur le Climat (intégré au programme de développement durable en tant qu'ODD 13) sont réellement « quelque chose de nouveau », qui nécessite une nouvelle orientation stratégique.

Tout un chacun s'entend sur les ODD mais aussi sur le fait qu'ils représentent un programme exceptionnellement complexe pour les gouvernements. Il est, après tout, déjà suffisamment difficile de chercher à améliorer la croissance économique, l'intégration sociale ou la durabilité environnementale. Associer les trois, avec en outre des stratégies d'investissement qui doivent s'étendre sur 15 ans ou peut-être même plus, nécessitera sans aucun doute une nouvelle orientation de la part des gouvernements, ainsi qu'une nouvelle approche pour concevoir et mettre en œuvre une politique intégrant les multiples parties prenantes. Le changement climatique, qui n'est que l'un des 17 ODD, demande à lui seul rien de moins qu'une restructuration fondamentale des systèmes énergétiques mondiaux au cours des 20 à 40 prochaines années. L'augmentation des inégalités et une croissance morne associées à de faibles perspectives d'emploi requièrent une action politique dans de nombreux pays. Les ODD ne relèvent certainement pas des tâches normales.

Pour toutes ces raisons, les gouvernements, les entreprises et la société civile désirent ardemment être capables de suivre l'évolution des ODD dans le temps afin d'évaluer les progrès, d'identifier les priorités, de déterminer les points faibles lors de leur mise en œuvre et de garder le cap en termes d'objectifs. Par conséquent, les états membres de l'O.N.U. investissent un temps diplomatique et des efforts organisationnels considérables pour définir de nouveaux indicateurs exhaustifs pour les ODD. Un groupe d'experts et inter-agences (IAEG) a ainsi été créé afin de concevoir un cadre mondial d'indicateurs pour les ODD. Leur travail approfondi est encore en cours et se poursuivra jusqu'en 2017.



L'IAEG a déjà identifié trois « groupes » d'indicateurs : la méthodologie est reconnue et les données sont déjà largement disponibles (groupe 1), la méthodologie est reconnue mais les données ne sont pas largement disponibles (groupe 2) et la méthodologie n'est pas encore entièrement reconnue (groupe 3).

Tandis que cet effort exigeant et laborieux se poursuit, il est important que les pays s'attaquent aux ODD à l'aide des données pertinentes qui sont d'ores et déjà disponibles. Il est également essentiel que ces données soient accessibles et compréhensibles non seulement pour les experts mais aussi pour les représentants du gouvernement, les entreprises, la société civile et, bien entendu les citoyens. C'est l'esprit même du présent document. Basés sur notre examen minutieux des données pertinentes déjà disponibles pour le suivi des ODD, l'indice et les tableaux de bord ODD présentent ces données d'une manière que nous pensons être informative, judicieuse et intéressante pour le public. Lorsque cela est possible, nous utilisons les indicateurs ODD officiels et nous comblons les manques de données avec des variables publiées par des sources fiables.

Nous soulignons une fois de plus que l'indice et les tableaux de bord ODD ne sont pas un produit officiel et qu'ils ne sont avalisés par aucun gouvernement ni par l'Organisation des Nations Unies. Nous considérons que ce travail est complémentaire et vient soutenir le processus officiel sur les indicateurs ODD géré par les états membres de l'O.N.U. avec l'appui de la Division statistique de l'O.N.U.

L'indice ODD établi, pour la première fois, une mesure du point de départ des ODD en 2015 au niveau des pays. Cela aidera à identifier les actions prioritaires, à comprendre les défis majeurs de la mise en œuvre et à identifier les lacunes qui doivent être comblées si l'on veut atteindre les ODD d'ici 2030. L'indice ODD permet également à chaque pays de se comparer avec sa région, avec d'autres pays homologues présentant des niveaux de développement économique général similaires et avec le reste du monde, aussi bien les meilleurs élèves que les cancre. Pour chaque ODD, nous avons en effet construit les différentes mesures afin qu'elles indiquent immédiatement la situation d'un pays sur une échelle de 0 à 100, 0 représentant la « moins bonne » note et 100 la « meilleure ».

Ce rapport présente également des tableaux de bord ODD – que l'on retrouve dans les pages consacrées aux différents pays – qui indiquent, en attribuant la couleur « vert », « jaune » ou « rouge » à chaque objectif si le pays a déjà atteint l'objectif (vert), se trouve dans une « zone d'avertissement » (jaune) ou est encore très loin, en 2015, d'atteindre les ODD (rouge). Nos notations, à ce stade, sont sévères, non pas par punition ou vengeance, encore moins par pessimisme. Cette notation sévère permet de souligner, pour chaque pays du monde, les principales priorités qui doivent être traitées afin d'atteindre les objectifs et cibles ODD. Les ODD sont, pour tous les pays, des objectifs ambitieux et nous recommandons donc que les pays étudient soigneusement leur performance pour chaque indicateur afin d'identifier les secteurs qui nécessitent les progrès les plus importants.

Nous espérons que d'autres acteurs ODD, en plus des gouvernements, trouveront ce rapport intéressant et utile. Les entreprises, les organisations de la société civile, les fondations, les universités, les médias et autres joueront tous un rôle essentiel pour transformer les ODD en outils pratiques permettant d'expliquer le développement durable, de gérer la mise en œuvre, de garantir la responsabilisation et de faire état des progrès aux niveaux local, national, régional et mondial. Ce rapport et le site web associé fournissent des informations riches qui ont pour but d'alimenter la réflexion sur ce sujet. Ces premiers indices et tableaux de bord ODD présentent inévitablement des lacunes en termes de

données, des classifications inexactes, des erreurs et des évaluations obsolètes, par exemple lorsque des données vieilles de quelques années ne sont plus pertinentes au regard de la situation actuelle d'un pays. Comme il est souligné tout au long de ce rapport, certaines données concernant d'importantes priorités ODD sont parfois indisponibles ou périmées. Pour combler ces lacunes, il est nécessaire de recourir à des indicateurs améliorés ainsi qu'à des données plus nombreuses et plus pertinentes. Investir pour renforcer la collecte de données et augmenter la capacité statistique dans tous les pays doit ainsi être une priorité pour la mise en œuvre des ODD.

Nous savons que certains pays pourront être déconcertés par leurs notes et que d'autres seront insatisfaits de leur position dans le classement. Nous sollicitons votre compréhension à ce sujet et nous allons, pour notre part, continuer à améliorer l'indice et les tableaux de bord ODD. Le rapport en lui-même étant en ligne, nous aurons la possibilité de corriger les erreurs et de mettre à jour ce rapport au fur et à mesure que de nouvelles données seront disponibles. Plus important encore, l'indice et les tableaux de bord ODD ne sont pas destinés à prédire les futurs succès ou échecs, ils visent seulement à mesurer les points de départ aussi précisément que possible et à faciliter le processus d'apprentissage.

La Fondation Bertelsmann et le SDSN sont tous deux profondément engagés dans le succès universel de la réalisation des ODD. L'objectif de ce rapport étant d'aider les pays à démarrer la mise en œuvre des ODD, nous le publierons conjointement pour les trois prochaines années. Nous sommes impatients de pouvoir améliorer la qualité et la couverture de l'indice et du tableau de bord ODD au fil du temps. Il s'agit ici de la première parution et nous encourageons et accueillons volontiers tous les retours d'informations sur l'utilité et les limites de l'indice et du tableau de bord ODD ainsi que tous les conseils sur la manière dont le rapport peut être rendu plus utile et plus précis au cours des prochaines années.



AART DE GEUS  
Président et Directeur  
Général  
Bertelsmann Stiftung



JEFFREY D. SACHS  
Directeur, Sustainable  
Development Solutions  
Network



## Motivations à l'origine de la création d'un indice et des tableaux de bord ODD non officiels

Les 17 Objectifs de développement durable (ODD, figure 1), adoptés par tous les États membres de l'O.N.U. en septembre 2015, définissent des objectifs ambitieux à travers les trois dimensions du développement durable que sont la croissance économique, l'intégration sociale et la durabilité environnementale, adossées à une bonne gouvernance. Il est essentiel de disposer de données et d'indicateurs fiables pour transformer les ODD en outils pratiques de résolution des problèmes (i) en mobilisant les gouvernements, les universités, la société civile et les entreprises; (ii) en fournissant des rapports permettant de suivre les progrès et de garantir la responsabilisation; et (iii) en servant d'outil de gestion des transformations nécessaires pour atteindre les ODD d'ici 2030. Le Réseau des Solutions pour le Développement Durable (SDSN) a publié un premier guide sur les Premiers pas avec les ODD (SDSN 2015), qui décrit en détail ces questions et propose des étapes pratiques pour démarrer le processus de mise en œuvre des ODD.

La Commission de statistiques de l'O.N.U. a initié un processus visant à développer un cadre d'indicateurs pour les 17 ODD et les 169 cibles. La Commission a approuvé un ensemble de 231 indicateurs (ONU 2016) en se basant sur le travail du groupe d'experts et inter-agences sur les indicateurs ODD (IAEG-SDG). L'IAEG-SDG a ensuite divisé ces indicateurs en trois groupes (IAEG-SDG 2016, à partir de mars 2016): le premier groupe comprend 98 indicateurs (40 %) pour lesquels il existe des méthodes statistiques éprouvées et des données mondiales disponibles sur une base régulière; le deuxième groupe est composé de 50 indicateurs (21 %) associés à des méthodes statistiques définies mais avec peu de données disponibles; enfin, 78 indicateurs (32 %) sont rassemblés dans le

troisième groupe (pas de standard ni de méthodes reconnus et pas de données). 15 autres indicateurs doivent encore être attribués à un groupe.

En comparaison, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) utilisent 60 indicateurs harmonisés au niveau mondial, bien que même ce nombre limité d'indicateurs n'ait pas encore été, en 2015, mis en œuvre intégralement dans tous les pays. Pour la plupart des indicateurs OMD, les données correspondantes présentent encore des points de données manquants et certains indicateurs ont été rapportés avec un décalage de cinq ans ou plus (Cassidy 2014). De nombreuses années seront par conséquent nécessaires pour qu'un cadre d'indicateurs ODD soit étayé par des données complètes. D'ici là, des mesures provisoires doivent être mises en place afin d'aider les pays à concrétiser les ODD et à commencer le processus de mise en œuvre en identifiant les actions prioritaires.

La Fondation Bertelsmann, avec le soutien du SDSN, a publié un premier prototype d'indice ODD pour les pays de l'OCDE, utilisé comme méthode rapide permettant de suivre la réalisation des ODD et de déterminer les priorités pour les 34 pays de l'OCDE (Kroll 2015). Un autre institut, l'Overseas Development Institute (Nicolai et al. 2015), a apporté une précieuse contribution en présentant une Fiche d'évaluation régionale des ODD qui évalue les tendances des composantes clés des ODD afin de déterminer les domaines qui requièrent les progrès les plus rapides. Ces fiches d'évaluation ont montré que les tendances caractérisées par une évolution ordinaire ne suffiront pas à réaliser la plupart des ODD. La fiche d'évaluation de l'ODI s'appuie sur des ensembles régionaux et ses résultats ne peuvent donc pas être appliqués au niveau des pays.

Ce rapport permet d'obtenir un premier aperçu de l'indice ODD et des tableaux de bord ODD au niveau des pays et concerne 149 des 193 pays membres de l'O.N.U. avec une couverture des données adaptée (voir ci-dessous). Nous soulignons le fait que

l'indice et les tableaux de bord ODD ne sont pas des outils de surveillance officiels des ODD. Nous nous attachons plutôt à identifier des indicateurs « rapides », basés lorsque cela est possible sur les indicateurs ODD officiels, afin de permettre aux pays de faire le bilan de leur situation en 2016 quant à la réalisation des ODD et de les aider à définir les actions prioritaires. L'indice et les tableaux de bord ODD sont soumis à de nombreuses restrictions et mises en garde que nous résumons à la fin de ce rapport. Nous encourageons fortement un cadre de suivi officiel des ODD qui intègre des données plus complètes et plus pertinentes pour tous les pays. L'indice et les tableaux de bord ODD mettent en évidence les investissements significatifs visant à renforcer la capacité statistique et qui sont nécessaires à la mise en place d'un tel cadre d'indicateurs afin que chaque pays puisse, en temps voulu, suivre avec rigueur les 17 ODD.

Ce rapport présente l'indice et les tableaux de bord ODD non officiels et résume les résultats préliminaires. La partie I décrit l'indice ODD. La partie II présente les tableaux de bord ODD de différents pays. La partie III résume certaines des restrictions de l'indice ODD et les implications générales. L'annexe 1 décrit les détails techniques de la méthodologie appliquée. L'annexe 2 contient des Questions fréquemment posées (FAQ) non techniques qui répondent à des problèmes soulevés lors des consultations réalisées dans le cadre de ce rapport. Une liste des références majeures est intégrée à la fin de ce rapport. Des métadonnées détaillées sur l'indice et les tableaux de bord ODD et des outils de visualisation sont disponibles en ligne sur [www.sdgindex.org](http://www.sdgindex.org). L'intégralité des données peut être téléchargée sous forme de tableur ou de fichiers Stata à des fins d'analyses statistiques.

**Figure 1. Les Objectifs de Développement Durable**



Source : Organisation des Nations Unies.

## Partie I. L'indice ODD

L'indice ODD classe les pays en fonction de leur statut initial relativement aux 17 ODD, « initial » faisant référence à des données aussi proches que possible de l'année 2015. L'indice ODD est une première approche et utilise uniquement des données publiées. Celles-ci représentent seulement un sous-ensemble des données qui seront finalement utilisées pour surveiller les progrès accomplis en vue de la réalisation des ODD, au niveau des pays et conformément au cadre de surveillance officiel. L'indice ODD permet à chaque pays d'évaluer sa situation actuelle par rapport à ses pairs (par ex. des pays possédant un niveau de revenu donné ou se trouvant dans une certaine région géographique), aux cibles ODD et aux « meilleures » notes possibles pour les différents indicateurs, tel qu'expliqué ci-après.

### Approche méthodologique

L'indice ODD est construit sur un ensemble d'indicateurs pour chacun des 17 ODD en utilisant les données publiées les plus récentes. Nous intégrons des indicateurs qui proposent des données pour au moins 80 % de tous les pays dont la population est supérieure à 1 million d'habitants. Lorsque cela est possible, l'indice ODD utilise les indicateurs officiels proposés par l'IAEG-SDG. Lorsque les indicateurs officiels ne disposent pas d'un nombre suffisant de données ou présentent des lacunes, nous passons en revue les indicateurs officiels et autres publiés par des sources fiables afin de les intégrer à l'indice ODD (annexe 1). Les données et la méthodologie pour l'indice et les tableaux de bord ODD ont été soumises à une consultation publique et les auteurs ont largement fait appel à des agences de statistique, des organisations internationales et des communautés techniques afin de valider l'approche et d'identifier des moyens de combler les manques de données.

Dans ce premier indice ODD, nous avons pu intégrer 77 indicateurs dont 14 variables sont uniquement disponibles pour les pays de l'OCDE. L'indice comprend 149 des 193 états membres de l'O.N.U. Nous prévoyons d'ajouter d'autres indicateurs et d'autres pays dans les futures éditions de l'indice ODD. Toutes les données sont disponibles en ligne à des fins de téléchargement et sous forme de présentations faciles à utiliser.

Pour calculer l'indice ODD, nous classons les données de chaque indice du plus mauvais au meilleur. Dans certains cas, la valeur numérique la plus élevée d'un indicateur est la « moins bonne » (par ex. la mortalité infantile) tandis que pour d'autres indicateurs, la valeur numérique la plus élevée est la « meilleure » (par ex. l'espérance de vie). Afin de déterminer la plus mauvaise valeur pour chaque indicateur, nous supprimons d'abord les 2,5 % des observations les moins bonnes afin de garantir que notre notation n'est pas trop influencée par des cas aberrants. Nous identifions ensuite la prochaine moins bonne valeur pour chaque indicateur et nous appliquons cette valeur aux 2,5 percentiles qui se trouvent en bas de la distribution.

Nous créons également une meilleure note. Dans la plupart des cas, la meilleure note est l'objectif techniquement réalisable et naturellement « parfait » en accord avec le principe de « ne négliger personne » (par ex. zéro pauvreté extrême, zéro malnutrition, 100 % de scolarisation). Dans certains cas, aucun objectif « parfait » n'existe car la valeur optimale théorique ne peut être atteinte ou est indéfinie (par ex. taux de mortalité infantile, densité de médecins, nombre de morts sur les routes, espérance de vie, indice de Gini) (Rose, 1995). Nous utilisons alors pour cet indicateur la moyenne des 5 meilleures valeurs de l'échantillon de pays. Tous les pays qui dépassent la moyenne des meilleures valeurs se voient attribuer la meilleure valeur.

Pour chaque pays, nous créons ainsi une note d'indicateur ajustée qui se situe entre 0 et 100



(voir annexe 1 pour plus de détails). Cette note d'indicateur ajustée représente le positionnement du pays entre le moins bon (0) et le meilleur cas (100). Une note de 70, par exemple, signifie que le pays a parcouru 70 % du chemin entre la moins bonne et la meilleure note.

Pour chacun des 17 SDG, nous incluons au moins un indicateur et, en général, plusieurs indicateurs (annexe 1). En calculant la moyenne des notes de tous les indicateurs de chaque ODD, nous obtenons la note du pays pour chacun des 17 objectifs. La dernière étape consiste à calculer la moyenne des notes obtenues par le pays pour chacun des 17 ODD afin de déterminer l'indice ODD général pour ce pays. Il existe différentes options pour calculer la moyenne, notamment la moyenne arithmétique simple ou la moyenne géométrique. La moyenne arithmétique a l'avantage d'être simple à interpréter : une note d'indice comprise entre 0 et 1 représente la position initiale moyenne du pays entre le moins bon et le meilleur cas sur la moyenne des 17 objectifs. La moyenne géométrique a l'avantage de refléter une « pénalité » supposée lorsque le pays a une note très basse pour un objectif ODD particulier, faisant ressortir le fait qu'être fort sur un objectif donné ne compense pas complètement le fait d'être faible sur un autre, concept qui est connu en économie sous le terme de « substituabilité limitée » (OCDE 2008). La moyenne géométrique est par conséquent recommandée dans de nombreux contextes tels que celui-ci et certains commentaires sur la première version suggéraient l'utilisation de la moyenne géométrique. Cependant, la moyenne géométrique est moins intuitive en ce qui concerne la signification de la note finale et tend à réduire considérablement (et nous pensons d'une manière quelque peu trompeuse) les notes des pays les plus pauvres. Il n'existe en fait qu'une très petite différence pratique entre les deux approches, comme le montre l'annexe I. Le coefficient de corrélation est de 0,977 et le classement des pays est quasiment identique. À des fins de simplicité, nous présentons la note de la manière la plus facile à

interpréter, à savoir la moyenne arithmétique, mais nous présentons également la note correspondant à la moyenne médiane en annexe I. Toutes les mesures peuvent être téléchargées.

## Résumé des résultats

L'indice ODD est indiqué dans le tableau 1. Nous pouvons envisager la note d'un pays pour chacun des 17 ODD individuels et pour l'indice ODD général comme représentant la position du pays entre le pire (0) et le meilleur (100) cas. La note d'indice général de la Suède de 84,5, par exemple, signifie que la Suède, en moyenne, a parcouru 84,5 % du chemin en direction du meilleur résultat possible sur l'ensemble des 17 ODD.

Trois pays scandinaves (la Suède, le Danemark et la Norvège) sont en haut de la liste des indices ODD. Cela signifie que ces pays sont les plus proches, actuellement, de la réalisation de l'objectif ODD ultime envisagé pour 2030 mais leur note est significativement inférieure à la note maximale de 100. Par conséquent, même ces relatifs meilleurs élèves ont leurs devoirs à faire, comme le montrent ci-après les tableaux de bord OCDE (tableau 3). Ces pays ont par exemple besoin de transformer leurs systèmes d'énergie à forte émission de carbone pour aller vers des énergies primaires à faible émission de carbone afin de satisfaire les ODD 7 et 13. D'une manière générale, l'indice ODD et les tableaux de bord ODD montrent que même les pays à haut revenu sont encore loin d'atteindre les ODD. Ceci n'est pas une surprise. Le développement durable s'appuie sur trois piliers : la croissance économique, l'intégration sociale et la durabilité environnementale, soutenus par une bonne gouvernance. Il est possible d'être riche (avec des revenus élevés) mais d'avoir des pratiques environnementales largement inéquitables et non durables (Osberg et Sharpe, 2002). Ceci souligne seulement le fait que les ODD sont des objectifs universels ambitieux, applicables à tous les pays du monde.

Il est vrai aussi, cependant, que les pays les plus pauvres du monde ont tendance à occuper le bas du classement. Ceci n'est pas étonnant sachant que de nombreux ODD appellent à l'éradication de l'extrême pauvreté (ODD 1) et à la lutte contre la faim (ODD 2), à l'accès universel aux soins de santé (ODD 3), à l'éducation (ODD 4), à l'eau propre et aux services d'assainissement (ODD 6), à des services de fourniture d'énergie modernes (ODD 7), à un travail décent (ODD 8) et à des infrastructures durables (ODD 9). Un engagement mondial majeur a été pris à Addis-Abeba lors du sommet pour le financement du développement durable, et une fois encore dans l'Agenda 2030 et l'Accord de Paris sur le Climat, engagement qui consiste pour les pays plus riches à aider les pays plus pauvres à réaliser tous les ODD.



**Tableau 1. L'indice SDG**

Rang	Pays	Note
1	Suède	84,5
2	Danemark	83,9
3	Norvège	82,3
4	Finlande	81,0
5	Suisse	80,9
6	Allemagne	80,5
7	Autriche	79,1
8	Pays-Bas	78,9
9	Islande	78,4
10	Royaume-Uni	78,1
11	France	77,9
12	Belgique	77,4
13	Canada	76,8
14	Irlande	76,7
15	République tchèque	76,7
16	Luxembourg	76,7
17	Slovénie	76,6
18	Japon	75,0
19	Singapour	74,6
20	Australie	74,5
21	Estonie	74,5
22	Nouvelle-Zélande	74,0
23	Biélorussie	73,5
24	Hongrie	73,4
25	États-Unis	72,7
26	République tchèque	72,7
27	République de Corée	72,7
28	Lettonie	72,5
29	Israël	72,3
30	Espagne	72,2
31	Lituanie	72,1
32	Malte	72,0
33	Bulgarie	71,8
34	Portugal	71,5
35	Italie	70,9
36	Croatie	70,7
37	Grèce	69,9
38	Pologne	69,8

Rang	Pays	Note
39	Serbie	68,3
40	Uruguay	68,0
41	Roumanie	67,5
42	Chili	67,2
43	Argentine	66,8
44	Moldavie	66,6
45	Chypre	66,5
46	Ukraine	66,4
47	Fédération de Russie	66,4
48	Turquie	66,1
49	Qatar	65,8
50	Arménie	65,4
51	Tunisie	65,1
52	Brésil	64,4
53	Costa Rica	64,2
54	Kazakhstan	63,9
55	Émirats arabes unis	63,6
56	Mexique	63,4
57	Géorgie	63,3
58	Macédoine, FYR	62,8
59	Jordanie	62,7
60	Monténégro	62,5
61	Thaïlande	62,2
62	Venezuela	61,8
63	Malaisie	61,7
64	Maroc	61,6
65	Azerbaïdjan	61,3
66	République arabe d'Égypte	60,9
67	République kirghize	60,9
68	Albanie	60,8
69	Maurice	60,7
70	Panama	60,7
71	Équateur	60,7
72	Tadjikistan	60,2
73	Bosnie Herzégovine	59,9
74	Oman	59,9
75	Paraguay	59,3
76	Chine	59,1

Rang	Pays	Note
77	Jamaïque	59,1
78	Trinidad-et-Tobago	59,1
79	République islamique d'Iran	58,5
80	Botswana	58,4
81	Pérou	58,4
82	Bhoutan	58,2
83	Algérie	58,1
84	Mongolie	58,1
85	Arabie Saoudite	58,0
86	Liban	58,0
87	Suriname	58,0
88	Vietnam	57,6
89	Bolivie	57,5
90	Nicaragua	57,4
91	Colombie	57,2
92	République Dominicaine	57,1
93	Gabon	56,2
94	El Salvador	55,6
95	Philippines	55,5
96	Cap Vert	55,5
97	Sri Lanka	54,8
98	Indonésie	54,4
99	Afrique du Sud	53,8
100	Koweït	52,5
101	Guyane	52,4
102	Honduras	51,8
103	Népal	51,5
104	Ghana	51,4
105	Irak	50,9
106	Guatemala	50,0
107	RDP Lao	49,9
108	Namibie	49,9
109	Zimbabwe	48,6
110	Inde	48,4
111	République du Congo	47,2
112	Cameroun	46,3
113	Lesotho	45,9
114	Sénégal	45,8
115	Pakistan	45,7

Rang	Pays	Note
116	Swaziland	45,1
117	Myanmar	44,5
118	Bangladesh	44,4
119	Cambodge	44,4
120	Kenya	44,0
121	Angola	44,0
122	Rwanda	44,0
123	Ouganda	43,6
124	Côte d'Ivoire	43,5
125	Éthiopie	43,1
126	Tanzanie	43,0
127	Soudan	42,2
128	Burundi	42,0
129	Togo	40,9
130	Bénin	40,0
131	Malawi	39,8
132	Mauritanie	39,6
133	Mozambique	39,5
134	Zambie	38,4
135	Mali	38,2
136	Gambie	37,8
137	République du Yémen	37,3
138	Sierra Leone	36,9
139	Afghanistan	36,5
140	Madagascar	36,2
141	Nigéria	36,1
142	Guinée	35,9
143	Burkina Faso	35,6
144	Haïti	34,4
145	Tchad	31,8
146	Niger	31,4
147	République démocratique du Congo	31,3
148	Libéria	30,5
149	République centrafricaine	26,1

En annexe I, nous comparons l'indice ODD avec le classement des pays obtenu en utilisant l'indice de développement humain (IDH) du PNUD pour les 149 pays concernés par l'indice ODD. Nous avons trouvé une forte corrélation entre les deux classements mais avec des différences significatives pour quelques pays, notamment pour ceux de la région MENA. Certains pays de cette région sont classés quelque 30 à 40 places plus bas avec l'indice ODD qu'avec l'IDH, ce qui suggère qu'ils ont de bons résultats en ce qui concerne les besoins basiques du développement humain mais de moins bons résultats pour d'autres dimensions des ODD, par exemple la durabilité environnementale (Anand et Sen, 2000). Dans les profils en ligne des pays, nous comparons le classement de l'indice ODD pour chaque pays avec le classement IDH et d'autres mesures générales du développement.

Afin d'améliorer la disponibilité des données dans les pays de l'OCDE, nous ajoutons, pour ces pays, 14 nouvelles variables à l'indice ODD global afin de créer un indice ODD augmenté pour les pays de l'OCDE. Les indicateurs supplémentaires de cet indice élargi sont largement inspirés des statistiques de l'OCDE (OCDE 2016). Les notes augmentées sont présentées dans le tableau 2. Le classement n'est que très peu modifié par l'ajout de ces nouvelles variables mais nous pensons que les variables OCDE supplémentaires ajoutent de la granularité et de la précision à l'analyse pour les pays de l'OCDE (annexe 1).

**Tableau 2. Classement des pays selon l'indice ODD augmenté pour les pays de l'OCDE**

Rang	Pays	Note	Rang	Pays	Note
1	Suède	80,0	18	Irlande	69,5
2	Danemark	78,8	19	République tchèque	69,3
3	Norvège	78,5	20	Australie	69,0
4	Suisse	76,5	21	Estonie	68,5
5	Finlande	76,4	22	États-Unis	66,7
6	Islande	74,7	23	Israël	66,4
7	Allemagne	74,7	24	République de Corée	66,3
8	Pays-Bas	73,7	25	Hongrie	65,2
9	Belgique	72,4	26	Espagne	64,3
10	Autriche	72,1	27	Portugal	64,2
11	Canada	71,8	28	République tchèque	63,8
12	Luxembourg	71,6	29	Pologne	62,9
13	Royaume-Uni	71,3	30	Italie	62,5
14	Slovénie	71,2	31	Grèce	60,4
15	France	71,1	32	Chili	58,9
16	Nouvelle-Zélande	70,6	33	Turquie	56,6
17	Japon	69,7	34	Mexique	54,8

## Partie II.

# Les tableaux de bord ODD

Les tableaux de bord ODD sont inclus dans les pages consacrées aux différents pays et représentent les données disponibles sur la réalisation des ODD sur l'ensemble des 17 objectifs en utilisant un schéma à code de couleur. Les Objectifs sont surlignés en vert, jaune ou rouge, le rouge signalant les défis les plus ardues que doit relever le pays. Le vert signifie que le pays est en bonne voie en ce qui concerne la réalisation d'un ODD ou de ses objectifs ou a atteint (dans quelques cas) le seuil correspondant à la réalisation de l'ODD.

### Approche méthodologique

Pour construire les tableaux de bord ODD et attribuer une couleur à chaque indicateur constitutif, nous déterminons quatre seuils quantitatifs : la meilleure et la moins bonne note (décrites ci-dessus dans l'approche méthodologique de l'indice ODD), le seuil de réalisation de l'ODD et le seuil définissant la limite entre un classement « rouge » et un « jaune ». Les seuils quantitatifs utilisés pour chaque indicateur sont décrits en annexe 1 et dans les métadonnées en ligne.

Nous générons alors une note couleur générale pour chacun des 17 ODD qui est égale à la note couleur *minimum* sur l'ensemble des indicateurs de cet ODD. Par exemple, si un pays reçoit une note « rouge » pour l'un des indicateurs de l'ODD 3 et une note « jaune » pour tous les autres indicateurs de l'ODD 3, la note couleur générale de ce pays pour l'ODD 3 sera « rouge ». Nous choisissons la note couleur minimum afin d'attirer l'attention sur les défis les plus urgents auxquels chaque pays fait face pour chaque ODD. Cette approche génère des « mauvaises notes » car notre objectif est de souligner les lacunes dans la réalisation des ODD plutôt que les points

forts. Ainsi, lorsqu'un pays a une note « rouge », cela ne signifie pas qu'il a une mauvaise note pour tous les aspects ou indicateurs de cet ODD spécifique. Cela signifie qu'il a une mauvaise note pour au moins un des indicateurs.

Comme les pays de l'OCDE ont accès à plus de données comparables au niveau international, en particulier sur les principaux défis sociaux et environnementaux, nous ajoutons au tableau de bord ODD pour les pays de l'OCDE des variables supplémentaires qui viennent combler certaines données manquantes qui limitent les tableaux de bord ODD. Lorsque cela est possible, nous intégrons les indicateurs ODD officiels proposés pour lesquels des données sont disponibles pour au moins 80 % de tous les pays de l'OCDE. De cette manière, les tableaux de bord ODD soumettent les pays de l'OCDE à des standards plus durs car le grand nombre de variables pour chaque objectif augmente la probabilité qu'un pays obtienne un classement inférieur dans les tableaux de bord en utilisant le principe du *minimum*. Cette approche est justifiée car les pays de l'OCDE ont accès à des ressources considérablement plus importantes pour réaliser les ODD.

## Résumé des résultats

Les résultats des tableaux de bord ODD des pays de l'OCDE montrent que les ODD constituent un programme d'actions aussi bien pour les pays riches que pour les pays en développement. Chaque pays de l'OCDE est confronté à des défis de taille pour atteindre plusieurs ODD, comme l'indiquent les notes rouges. En moyenne, les pays de l'OCDE sont « rouges » pour plus d'un tiers des objectifs, ce qui signifie qu'ils sont « rouge » pour au moins un des indicateurs sous-jacents à ces ODD. Les plus grands défis concernent le changement climatique (ODD 13), la préservation de l'écosystème (ODD 14 et 15) et la consommation et la production durables (ODD 12). Plusieurs pays de l'OCDE sont classés « rouges » pour l'ODD 2 car leurs systèmes d'agriculture ne sont pas durables et certains pays ont des notes basses en raison d'un très fort taux

d'obésité que nous interprétons comme une mesure de la malnutrition. Un grand nombre de pays de l'OCDE font face à d'importants défis pour réaliser l'ODD 17, principalement en raison de leur participation financière insuffisante à la coopération internationale pour le développement, et certains sont confrontés à une faible croissance et un fort taux de chômage (ODD 8) ou connaissent d'importants manquements à l'égalité entre les sexes (ODD 5). Nous recommandons aux pays de l'OCDE d'étudier avec soin leur performance pour chaque indicateur, indiquée dans la partie III, afin d'identifier les domaines nécessitant les progrès les plus importants.

Les tableaux de bord pour **l'Asie du Sud et de l'Est** (cf. les pages des pays) sont bien meilleurs que ceux de nombreuses autres régions en développement en ce qui concerne les ODD, mais de nombreux défis demeurent. Alors que d'énormes progrès ont été accomplis pour réduire l'extrême pauvreté (ODD 1), les tableaux de bord indiquent que, dans beaucoup de pays, de nombreux défis majeurs restent à relever dans le domaine de la santé (ODD 3, en particulier en ce qui concerne les systèmes de santé et certaines maladies infectieuses) et de l'éducation (ODD 4). L'ODD 2 (amélioration de l'alimentation et agriculture durable) apparaît en rouge sur la région car les pays doivent affronter des niveaux élevés de malnutrition et des retards de croissance ou bien ont des pratiques agricoles non durables. La région présente encore d'importants déficits en ce qui concerne la garantie de l'accès aux infrastructures de base (ODD 6, 7, 9). De nombreux pays font face à des défis majeurs concernant l'inégalité entre les sexes (ODD 5) et la promotion de la durabilité environnementale (ODD 11, 12, 13, 14, 15 et ODD 2 sur l'agriculture durable). Dans l'ensemble, les tableaux de bord indiquent que la région a besoin d'un meilleur équilibre entre la performance économique et la durabilité environnementale.

Les pays de **l'Europe de l'Est et en Asie centrale** ont répondu à quelques-uns des défis les plus urgents en fournissant des services sociaux et l'accès aux infrastructures de base, même si des progrès encore plus grands sont nécessaires pour réaliser les ODD. La région a dans l'ensemble éradiqué l'extrême pauvreté (ODD 1). Les plus grands défis restent dans les domaines de l'égalité entre les sexes (ODD 5), de l'énergie renouvelable et du changement climatique (ODD 7, 13), de la consommation et la production durables (ODD 12) et de la préservation des écosystèmes (ODD 14, 15). L'ODD 2 montre que de nombreux pays ont également besoin de passer à des pratiques agricoles plus favorables à l'environnement. Selon l'ODD 9 (infrastructures), les pays devront donner la priorité à un accès plus large aux technologies de

l'information et de la communication. Quelques pays de la région présentent des taux très élevés en ce qui concerne l'inégalité des revenus (ODD 10).

Des niveaux extrêmement élevés d'inégalités (ODD 10) représentent un défi majeur pour **l'Amérique latine et les Caraïbes**. Il en va de même, pour de nombreux pays de cette région, pour l'inégalité entre les sexes; la région ne fournit pas non plus un accès adapté aux infrastructures, en particulier aux technologies de l'information et de la communication (ODD 9). Étant donné les niveaux relativement élevés du revenu par habitant de la région, il est notable que certains pays continuent de faire face à des défis majeurs en matière de santé (ODD 3) et d'éducation (ODD 4). Étant plus fortement focalisés sur la durabilité environnementale, les ODD font ressortir les enjeux, essentiels pour la région, que représentent la réalisation des ODD 12 (consommation et production durables), 13 (changement climatique), 14 (océans) et 15 (écosystèmes terrestres). Les niveaux élevés de violence se manifestent dans les faibles notes attribuées à l'ODD 16 pour un certain nombre de pays. En tant que pays le plus pauvre de la région, Haïti doit faire face à des défis spécifiques pour l'ensemble des ODD.

Dans les pays arides du **Moyen-Orient et d'Afrique du Nord**, la sécurité alimentaire et l'agriculture durable (ODD 2) ainsi que la gestion durable de l'eau (ODD 6) sont des priorités absolues dans la plupart des pays. Les données sur l'ODD 8 indiquent que, pour de nombreux pays, la croissance n'est pas suffisamment rapide et les taux de chômage sont élevés. De nombreux pays rencontrent d'importantes difficultés pour atteindre l'égalité entre les sexes (ODD 5). Ces pays sont également concernés par la décarbonation de leurs systèmes énergétiques afin de combattre le changement climatique (ODD 13) et par la préservation des écosystèmes marins (ODD 14) et terrestres (ODD 15). De nombreux pays doivent également donner la priorité à l'utilisation des nouvelles technologies (ODD 9).

Beaucoup ont des performances faibles sur l'ensemble des ODD en raison de l'instabilité et des conflits qui se manifestent dans l'ODD 16.

En tant que région la plus pauvre du monde et bien qu'elle connaisse actuellement des avancées importantes, **l'Afrique subsaharienne** doit surmonter des difficultés dans la réalisation de presque tous les ODD. Des défis majeurs restent en particulier à relever pour éradiquer l'extrême pauvreté (ODD 1) et la faim (ODD 2), dans le domaine de la santé (ODD 3) et de l'éducation (ODD 4) et dans l'accès aux infrastructures de base (ODD 9), tout en soulignant que d'énormes progrès ont été accomplis dans beaucoup de ces secteurs dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Les ODD les plus vastes, parmi lesquels le développement urbain durable (ODD 11) et la réduction des inégalités (ODD 10), représentent pour l'Afrique subsaharienne des défis supplémentaires qui requièrent une action urgente, tout comme l'ODD 16 qui concerne la paix, la sécurité et les institutions. Les notes « rouges » attribuées à l'objectif 17 soulignent le fait que l'Afrique subsaharienne dispose d'un potentiel important dans la mobilisation du recouvrement des recettes intérieures et dans le déploiement des technologies de l'information et de la communication.



## Partie III. Quelques restrictions et conclusions de cette analyse

Comme le souligne ce rapport, la présente analyse n'est qu'un début. Elle ne peut ni ne doit remplacer les efforts mondiaux et nationaux visant à rassembler des indicateurs ODD bien plus complets et détaillés et à collecter ces variables dans le temps afin d'établir les taux de changement. Nous insistons ici sur quatre restrictions qui s'appliquent à ce premier effort mondial consistant à mesurer l'état d'avancement des pays par rapport aux ODD. Voir annexe I pour des discussions plus détaillées.

- 1. Impossibilité de suivre certains ODD qui impliquent plusieurs pays :** Certains ODD et leurs cibles se concentrent sur des effets transfrontaliers ou sur des biens publics mondiaux. L'ODD 10, par exemple, appelle à réduire les inégalités à l'intérieur des pays et entre les pays. L'indice et les tableaux de bord ODD considèrent chaque pays séparément et ne peuvent pas, par conséquent, permettre de suivre les progrès visant à réduire les inégalités entre des pays ou à promouvoir des biens publics mondiaux. De telles priorités ODD nécessiteront d'autres outils d'analyse qui ne font pas partie de ce rapport préliminaire.
- 2. Prise en compte limitée des effets de retombées internationales :** De manière similaire, il peut arriver qu'une action à l'intérieur de certains pays puisse avoir un impact significatif sur la capacité d'autres pays à atteindre les ODD. Certains de ces effets sont pris en compte par l'indice et les tableaux de bord ODD (par ex. le financement du développement international ou les émissions de gaz à effet de serre par habitant) mais beaucoup

ne le sont pas. Les besoins en ressources environnementales des pays riches qui accélèrent la dégradation environnementale de pays en développement ou l'effet de règles et de normes sur le commerce international peuvent être considérés comme de tels effets transfrontaliers. Des versions ultérieures de l'indice et des tableaux de bord ODD traiteront en détail de ces problèmes importants à l'aide d'analyses régionales.

- 3. Intégration d'indicateurs non-officiels :** De nombreux indicateurs ODD officiels proposés manquent de données pour la majorité des pays et n'ont donc pas pu être intégrés à cet indice et ces tableaux de bord ODD préliminaires. Nous avons donc consulté des communautés d'experts techniques afin d'ajouter de nouveaux indicateurs publiés par des sources officielles ou fiables, car notre objectif est de fournir une image de la situation actuelle de chaque pays quant à la mise en œuvre des ODD, une image aussi complète et aussi équilibrée que possible eu égard aux données disponibles à ce jour.
- 4. Pas de prise en compte de données de séries chronologiques :** Notre analyse utilise les données disponibles les plus récentes pour chaque indicateur et ne prend pas en considération les données historiques car la disponibilité de telles séries chronologiques est trop limitée pour certaines variables. Par conséquent, l'indice et les tableaux de bord ODD nous indiquent la situation actuelle d'un pays pour chacun des indicateurs considérés mais ils ne peuvent être utilisés pour déduire la vitesse à laquelle les pays ont progressé dans la réalisation des ODD.

En dépit de ces lacunes et de ces restrictions, l'indice et les tableaux de bord ODD peuvent

s'avérer très utiles pour aider les pays à évaluer leur point de départ en vue de la réalisation des ODD. **Quatre résultats principaux** se dégagent de ce premier rapport :

### 1. Chaque pays fait face à des défis

**majeurs pour atteindre les ODD :** Les tableaux de bord ODD montrent que, pour chaque pays, il existe des ODD avec une priorité « rouge ». Même les notes « jaunes » signifient qu'il existe une marge d'amélioration importante et doivent être interprétées comme un défi majeur, en particulier dans les pays les plus riches. Les pays pauvres rencontrent des problèmes importants pour éradiquer l'extrême pauvreté sous toutes ses formes ou en ce qui concerne l'intégration sociale, l'accès aux infrastructures de base et de nombreuses formes de dégradation environnementale. Les pays plus riches doivent relever des défis plus spécifiques, mais non moins importants, dans des secteurs tels que l'atténuation du changement climatique, les inégalités, la promotion d'un partenariat mondial ainsi que des défis ciblés tels que l'alimentation, l'égalité entre les sexes ou l'éducation. L'indice et les tableaux de bord ODD fournissent un outil simple qui permet de présenter les défis propres à chaque pays dans la réalisation des ODD et de comparer les progrès des uns avec les autres aux niveaux régional, national et infranational. Ils peuvent aider les pays à concrétiser les ODD et à identifier les actions prioritaires, tel que décrit dans le guide sur les Premiers pas avec les ODD (SDSN 2015).

### 2. Les pays pauvres ont besoin d'aide pour atteindre les ODD.

Les ODD représentent incontestablement un programme ambitieux. Il résulte clairement de cette analyse que les pays les plus pauvres devront surmonter des difficultés

majeures pour atteindre les ODD. Ils auront besoin d'une aide mondiale conséquente pour compléter la gouvernance nationale. Cette aide devra être apportée sous de nombreuses formes : investissement étranger direct, réforme fiscale mondiale pour permettre aux pays pauvres de combattre l'évasion fiscale par les investisseurs internationaux, partage de technologie, développement de capacités et, bien entendu, augmentation de l'Aide Publique au Développement.

### 3. Les pays doivent se comparer de façon utile entre eux et par rapport aux seuils cibles :

L'indice et les tableaux de bord ODD mettent en évidence d'importants écarts entre les pays d'une région ou d'un même groupe de revenus. L'indice et les tableaux de bord ODD peuvent, à eux deux, aider les pays à comparer leurs progrès à ceux de leurs homologues et à ceux des meilleurs élèves afin de comprendre les raisons de ces différences et de concevoir de meilleures stratégies pour atteindre les ODD d'ici 2030.

### 4. Les pays et les agences internationales doivent investir de manière conséquente dans les capacités statistiques afin d'opérer un suivi des ODD :

En dépit de nos meilleurs efforts pour intégrer le plus grand nombre d'indicateurs possible, de nombreuses données importantes continuent de manquer. Pour remédier à ces lacunes, il est nécessaire d'augmenter les investissements dans les capacités statistiques et d'autres formes de collectes de données, notamment mais non seulement pour les pays en développement à faible revenu. En particulier, il est urgent de procéder à des mesures plus larges concernant les priorités ODD suivantes :

- agriculture durable (ODD 2),
- couverture de santé universelle (ODD 3),

- qualité de l'éducation (ODD 4),
- autonomisation des femmes (ODD 5),
- gestion intégrée des ressources en eau (ODD 6),
- travail décent (ODD 8),
- villes durables et inclusives (ODD 11),
- consommation et une production durables (ODD 12),
- impacts du changement climatique et résilience (ODD 13),
- services aux écosystèmes (ODD 14 et 15),
- moyens de mises en œuvre (ODD 17 et autres ODD).

De plus, les tableaux de bord ODD n'intègrent pas encore les importants défis régionaux qui sont moins pertinents au niveau mondial, tels que les maladies tropicales négligées, la malaria ou l'inégalité dans les résultats scolaires. De même, les petits États insulaires en développement (PIED) manquent de données appropriées pour être inclus dans un indice global et des tableaux de bord ODD. Ainsi, des outils pourraient être développés afin de mieux appréhender les besoins spécifiques de ces pays.

La Fondation Bertelsmann et le SDSN sont impatients de collaborer avec les pays afin d'améliorer l'indice et les tableaux de bord ODD et rendre ceux-ci plus utiles aux parties concernées. En particulier, nous ferons tous nos efforts pour améliorer la couverture des données et ajouter de nouvelles variables au fur et à mesure que des données plus pertinentes seront disponibles. Tous les commentaires concernant ce rapport sont les bienvenus et sont à adresser à [info@sdgindex.org](mailto:info@sdgindex.org).

# Annexe : Questions fréquemment posées sur l'indice et les tableaux de bord ODD

## Motivations

### Q: Que sont les Objectifs de Développement Durable (ODD) ?

**R:** Les 17 ODD ont été adoptés par tous les états membres de l'Organisation des Nations Unies pour servir de guide à une collaboration internationale en vue d'un développement durable. Leur objectif est d'éradiquer la pauvreté, de lutter contre les inégalités, de protéger la planète, de promouvoir la paix et de garantir la prospérité pour tous. Chaque objectif est associé à des cibles spécifiques qui doivent être réalisées au cours des 15 prochaines années. Pour plus d'informations sur les ODD, consultez le [site web de l'O.N.U.](#)

### Q: Pourquoi développer un indice ODD et comment l'utiliser ?

**R:** L'indice ODD regroupe toutes les données disponibles sur chacun des ODD pour obtenir un indice composite préliminaire qui donne aux pays une rapide évaluation de leur situation par rapport à leurs homologues. De cette manière, l'indice ODD peut aider à attirer l'attention sur les ODD et sur leur rôle en tant qu'outil pour orienter les politiques nationales et les stratégies à long terme pour le développement durable. Son objectif n'est pas de comparer des pays avec des niveaux de développement complètement différents mais de permettre à des pays de se comparer les uns aux autres en utilisant une mesure unique globale qui regroupe tous les ODD et traite chaque objectif à égalité. Tout comme les tableaux de bord ODD, l'indice ODD est conçu pour étayer les discussions nationales

sur la concrétisation des ODD plutôt que pour surveiller les progrès en vue de la réalisation des objectifs.

L'indice ODD (tableau 1) montre que les pays riches, en particulier ceux d'Europe du Nord, sont les plus performants. Cela ne veut cependant pas dire pour autant que la Suède et les autres pays qui se trouvent dans le haut du classement ont atteint les ODD. Comme l'indiquent clairement les tableaux de bord ODD, tous les pays présentent une note « rouge » pour au moins deux ODD et une note « jaune » pour un grand nombre d'objectifs. Les ODD requièrent des actions supplémentaires de la part de tous les pays.

### Q: Pourquoi développer des tableaux de bord ODD et comment les utiliser ?

**R:** Au début de l'année 2016, la Commission de statistique de l'O.N.U. a recommandé quelque [231 indicateurs pour les ODD](#) mais, pour la plupart des pays, les données ne sont pas disponibles pour la grande majorité des indicateurs ODD proposés. Il faudra du temps et des investissements dans les capacités statistiques pour construire des systèmes de données nationaux et que tous les pays puissent surveiller les progrès réalisés par rapport aux indicateurs officiels (voir également les recommandations par le [Groupe expert sur les indicateurs ODD](#)). D'ici là, les pays ont besoin de démarrer le processus de concrétisation et de mise en œuvre des ODD en utilisant les données qui sont disponibles aujourd'hui. Les différents acteurs doivent se mettre d'accord sur les ODD auxquels s'attaquer en priorité. Aucune nouvelle donnée n'a été collectée pour les tableaux de bord et l'indice ODD. Ces deux outils se basent sur des données publiées.

### Q: Est-ce que l'indice et les tableaux de bord ODD remplacent ou font concurrence aux indicateurs officiels de surveillance des ODD ?

**R:** Non. L'indice et les tableaux de bord ODD sont des outils d'analyse préliminaires visant à aider les pays et autres acteurs à faire le point sur leur situation actuelle en ce qui concerne la réalisation des ODD et à identifier les actions prioritaires. Au fur et à mesure que de nouvelles données deviennent disponibles, celles-ci seront intégrées dans l'indice et les tableaux de bord ODD qui seront publiés sur une base annuelle pour les trois années à venir. Simultanément, les pays devront développer un ensemble complet de systèmes de surveillance pour suivre les indicateurs ODD recommandés par la Commission statistique de l'O.N.U. Des investissements conséquents pour le développement des capacités statistiques seront alors nécessaires, en particulier dans les pays les plus pauvres ou bien ceux avec des capacités statistiques faibles. Avec le temps, chaque pays sera capable de suivre les variables ODD critiques afin de surveiller les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs.

**Q: Comment et par qui l'indice et les tableaux de bord ODD ont-ils été développés ?**

**R:** L'indice et les tableaux de bord ODD ont été développés conjointement par la Fondation Bertelsmann et le Réseau des Solutions pour le Développement Durable (SDSN) sous la direction de leurs co-directeurs scientifiques Guido Schmidt-Traub et Christian Kroll. Les auteurs se sont très largement inspirés des indicateurs ODD proposés par la Commission statistique de l'O.N.U. et ont consulté des experts mondiaux de manière extensive afin d'avoir leur avis sur la méthodologie et les données pertinentes. Ils ont également procédé à une consultation publique sur une préalable ébauche de ce rapport. L'indice et les tableaux de bord ODD ont également été représentés dans une [version antérieure de l'indice ODD pour les pays de l'OCDE](#) développé par la Fondation Bertelsmann et un [rapport sur les indicateurs ODD](#) préparé par le SDSN. Toutes les données et les hypothèses méthodologiques sont disponibles en ligne.

**Q: Pourquoi développer un indice et des tableaux de bord ODD séparés pour les pays de l'OCDE ?**

**R:** Ce rapport propose un indice augmenté et des tableaux de bord ODD pour les pays de l'OCDE. Ceux-ci intègrent 14 variables supplémentaires à l'indice et aux tableaux de bord globaux afin de fournir une évaluation plus complète des défis que doivent relever les pays de l'OCDE. L'intégration de variables supplémentaires place les pays de l'OCDE à un niveau plus élevé, ce qui est justifié car leurs ressources leur permettent d'atteindre les ODD. L'indice augmenté et les tableaux de bord ODD pour les pays de l'OCDE sont susceptibles d'aider à identifier les priorités au niveau du développement des capacités statistiques et de la production de nouvelles données ODD dans les pays non membres de l'OCDE.



## Sélection des indicateurs et des données

**Q: Comment les indicateurs pour l'indice et les tableaux de bord ODD sont-ils sélectionnés? Pourquoi ne sont-ils pas identiques aux indicateurs ODD officiels qui ont été proposés récemment?**

**R:** L'indice et les tableaux de bord ODD utilisent les indicateurs adaptés aux données qui sont disponibles aujourd'hui, pour au moins 80 % des 149 pays dont la population est supérieure à 1 million d'habitants, à savoir au moins 124 pays. Pour identifier les indicateurs adaptés, tous les [Indicateurs ODD officiels](#) proposés récemment ont été examinés afin de déterminer la disponibilité des données et la pertinence de leur intégration dans l'indice et les tableaux de bord ODD. Les principales lacunes ont été comblées avec d'autres indicateurs issus de sources officielles ou réputées. Quelques 77 indicateurs satisfont aux standards d'intégration et ont été ajoutés à l'indice et aux tableaux de bord ODD. Les pays dont le nombre d'habitants est inférieur à 1 million sont inclus dans l'indice et le tableau si les données disponibles sont suffisantes. Les décisions concernant la sélection des indicateurs sont décrites en annexe 1 et dans les métadonnées en ligne.

**Q: Pourquoi certains pays ne sont-ils pas intégrés à l'indice et aux tableaux de bord ODD?**

**R:** Un pays est intégré à l'indice et aux tableaux de bord s'il dispose de données pour au moins 80 % des indicateurs. Certains pays dont la population est inférieure à 1 million d'habitants disposent de données suffisantes et sont donc inclus dans l'indice ODD. Le fait que nombre de pays manquent de données suffisantes pour être inclus dans l'indice et les tableaux de bord ODD souligne le besoin d'investir davantage dans la construction de capacités statistiques.

**Q: D'où viennent les données pour l'indice et les tableaux de bord ODD?**

**R:** Dans la mesure du possible, l'indice et les tableaux de bord ODD s'appuient sur des statistiques officielles comparables au niveau international. Dans certains cas, des indicateurs non officiels issus d'autres sources réputées sont utilisés, tel que décrit dans les métadonnées en ligne. La qualité, l'actualité et la vérifiabilité des données sélectionnées pour chaque indicateur ont été rigoureusement sélectionnées et examinées.

## Méthodologie

**Q: Comment l'indice et les tableaux de bord comparent-ils les performances sur les différents indicateurs?**

**R:** Pour garantir la comparabilité, nous normalisons les données pour chaque indicateur en les transformant linéairement en une échelle de 0 à 100. Une valeur de 100 représente l'optimum technique tandis que la valeur zéro indique la plus mauvaise note de l'échantillon. À des fins de clarté et de facilité d'interprétation, nous transformons certains indicateurs afin que, dans chaque cas, la note la plus élevée corresponde au progrès général le plus important.

**Q: Comment les ODD et leurs indicateurs sont-ils pondérés dans l'indice ODD?**

**R:** Chaque ODD a le même poids dans l'indice et les tableaux de bord, ce qui est en accord avec l'esprit des ODD adoptés en septembre 2015. Ceci implique que les pays doivent poursuivre l'ensemble des 17 objectifs à l'aide de stratégies intégrées. Tous les indicateurs au sein de chaque objectif sont pondérés de manière égale, ce qui implique que chaque indicateur est pondéré inversement au nombre d'indicateurs disponibles pour cet ODD particulier. Un avantage de cette approche est que, au fur et à mesure que des données ODD plus pertinentes sont disponibles, de nouvelles variables peuvent être ajoutées facilement à chaque ODD sans modifier

le poids relatif des objectifs. De cette manière, l'indice et les tableaux de bord ODD peuvent évoluer dans le temps au fur et à mesure que chaque communauté épistémique génère des données nouvelles et plus pertinentes.

**Q: Quelle est la logique derrière les seuils des tableaux de bord ODD? Comment sont-ils déterminés?**

**R:** Certains autres indices utilisent la performance relative des pays pour définir des seuils. Nous pensons que les seuils absolus sont plus appropriés car la plupart des ODD requièrent des niveaux de référence absolus pour leur réalisation. Pour évaluer les progrès d'un pays pour un indicateur donné, des seuils absolus quantitatifs sont introduits afin de différencier les situations pour lesquelles un seuil ODD est atteint (vert), pour lesquelles il reste des défis significatifs à relever (jaune) et pour lesquelles des défis majeurs doivent être surmontés pour que le pays atteigne l'objectif (rouge). Lorsque cela est possible, ces seuils sont déduits des ODD, de leurs cibles ou d'autres sources officiels. Tous les seuils sont spécifiés dans les métadonnées en ligne.

**Q: Quelles méthodes d'agrégation utilisez-vous et comment l'indice ODD général est-il calculé?**

**R:** Comme décrit en annexe 1, le choix de la formule d'agrégation peut avoir des implications importantes sur les résultats à la fois des tableaux de bord et de l'indice ODD. Calculer la moyenne simple des valeurs des indicateurs (agrégation arithmétique) implique que ces indicateurs sont parfaitement substituables: le progrès sur une variable peut compenser un manque de progrès sur une autre. Cette approche est raisonnable pour des indicateurs au sein du même objectif qui tendent à se compléter les uns les autres, donc nous utilisons la moyenne arithmétique pour agréger des indicateurs au sein d'un même ODD pour l'indice et les tableaux de bord ODD.

Cependant, des compromis majeurs peuvent survenir sur l'ensemble des ODD. Les progrès sur un objectif (par ex. une croissance économique plus élevée) ne peuvent pas entièrement compenser un manque de progrès sur une autre (par ex. augmentation des inégalités ou dégradation environnementale). Pour cette raison, les pays doivent faire des progrès en vue de réaliser chacun des objectifs. En d'autres mots, il faut supposer une substituabilité limitée à travers les objectifs, ce qui est communément obtenu en utilisant la moyenne géométrique. Nous pouvons ainsi utiliser la moyenne géométrique des notes de chaque ODD pour calculer l'indice ODD général.

Dans la pratique, heureusement, les deux méthodes d'agrégation donnent des classements quasiment identiques et presque les mêmes notes pour la plupart des pays (corrélation = 0,972). Pour des raisons de simplicité, nous utilisons par conséquent la moyenne arithmétique même si le concept de la moyenne géométrique est attractif. Ceci autorise une interprétation naturelle de la signification de la note de l'indice ODD national. Une valeur de l'indice ODD de X % (par ex. 70 %) signifie ainsi que le pays a parcouru, en moyenne, X % du pire vers le meilleur cas, sur l'ensemble des 17 ODD.

Une troisième méthode pour agréger les notes des indicateurs est la fonction minimum de Leontief qui attribue la valeur de l'indicateur pour lequel le pays réalise la *pire* note pour l'ODD. Cette méthode sert à identifier les domaines, au sein de chaque objectif, pour lesquels un pays a besoin de réaliser les progrès les plus importants. Nous utilisons cependant la fonction minimum pour calculer le code couleur dans le tableau ODD. Si un pays est « rouge » pour un indicateur d'un ODD spécifique, sa note générale pour cet objectif sera « rouge ».

**Q: Comment l'indice et les tableaux de bord ODD abordent-ils les manques de données?**

**R:** L'indice et les tableaux de bord ODD ne modélisent ni n'extrapolent aucune donnée afin de combler les manques de données car les



extrapolations présentent souvent des erreurs. À ce stade précoce de la mise en œuvre des ODD, notre objectif est aussi de mettre en avant les manques de données afin d'encourager les gouvernements et le système international à les combler. L'annexe 1 décrit quelques exceptions pour lesquelles des données ont été attribuées pour des groupes entiers de pays.

## Interprétation des résultats et des restrictions

**Q: La Suède est classée numéro 1 dans l'indice ODD. Est-ce que cela signifie que ce pays a atteint l'ODD ?**

**R:** Absolument pas. La Suède est le pays qui obtient les meilleurs résultats en moyenne et sur la base des données que nous avons été en mesure de mobiliser pour l'indice ODD. Cependant, comme l'indiquent clairement les tableaux de bord ODD, chaque pays doit relever d'importants défis pour atteindre les ODD. Ceci s'applique également à la Suède et aux autres pays situés en haut du classement.

**Q: Les ODD définissent un programme mondial. Alors pourquoi les pays riches obtiennent-ils d'assez bons résultats dans l'indice ODD ?**

**R:** Certains observateurs ont exprimé leur surprise quant au fait que le classement des pays dans l'indice ODD ressemble à celui d'indices plus précis qui mettent l'accent sur le revenu par habitant et autres mesures du développement humain, telles que le niveau d'éducation et la santé. Ils sont préoccupés par le fait que l'indice ODD pourrait omettre des variables importantes selon lesquelles les pays riches obtiendraient de moins bons résultats que les autres et ceci pourrait produire des résultats biaisés.

Comme détaillé ci-dessous, les manques de données pour l'indice et les tableaux de bord

ODD demeurent importants, y compris en ce qui concerne les objectifs tels que l'ODD 12 sur la production et la consommation durables ou le partenariat mondial pour lesquels les pays riches ont tendance à obtenir de moins bons résultats. Cependant, d'autres manques de données ont l'effet inverse (par ex. la santé, l'éducation, les villes inclusives). Comblant ces lacunes améliorerait le classement relatif des pays les plus riches.

Dans l'ensemble, une pondération égale de tous les ODD impliquera que les pays à haut revenu obtiendront en moyenne de meilleurs résultats. Ces pays tendent à être plus performants sur la plupart des priorités ODD économiques et sociales, ainsi que sur certaines priorités environnementales « locales » comme l'accès au traitement des eaux usées, le taux de déforestation et le taux de perte de biodiversité. Les pays riches ont de plus mauvais résultats pour les émissions de gaz à effet de serre et pour certains indicateurs relatifs à la production et la consommation durables mais ceux-ci représentent une part modeste des priorités ODD.

**Q: Comment l'indice ODD est-il relié à d'autres indices de développement des ODD ?**

**R:** Il existe de nombreux autres indices composites de développement mais, à notre connaissance, aucun n'est en mesure de suivre l'ensemble des dix-sept ODD au niveau des pays. La Fondation Bertelsmann a publié un [rapport](#) qui a été le premier à proposer un indice pour les pays de l'OCDE permettant de suivre la réalisation des ODD et de déterminer les priorités de leur mise en œuvre dans chaque pays. Une autre contribution importante a été apportée par l'Institut de développement outre-mer qui propose une [Fiche d'évaluation régionale des ODD](#) qui évalue les tendances des composantes clés des ODD afin de déterminer les domaines qui requièrent les progrès les plus rapides. L'annexe 1 et les données en ligne montrent comment l'indice ODD est relié aux autres indices de développement tels que l'Indice du développement humain.

**Q: Comment puis-je accéder aux données concernant mon pays ou ma région ?**

**R:** La partie IV du rapport propose des profils de pays. L'intégralité de ces données est rendue publique sur le site web [www.sdginde.org](http://www.sdginde.org). Les données seront mises à jour régulièrement.

**Q: Quelles sont les principales restrictions des données ?**

**R:** Comme expliqué dans le rapport, le manque de données dans certains domaines entraîne des lacunes significatives dans l'analyse. En particulier, il est urgent de procéder à des mesures plus larges concernant les priorités ODD suivantes :

- agriculture durable (ODD 2);
- couverture de santé universelle (ODD 3);
- qualité de l'éducation (ODD 4);
- autonomisation des femmes (ODD 5);
- gestion intégrée des ressources en eau (ODD 6);
- travail décent (ODD 8);
- villes durables et inclusives (ODD 11);
- consommation et une production durables (ODD 12);
- impacts du changement climatique et résilience (ODD 13);
- services aux écosystèmes (ODD 14 et 15);
- moyens de mises en œuvre (ODD 17 et autres ODD).

De plus, les tableaux de bord ODD ne reflètent pas les importants défis régionaux qui sont moins pertinents au niveau mondial, tels que les maladies tropicales négligées, la malaria ou l'inégalité dans les résultats scolaires. De la même manière, aucune donnée disponible au niveau mondial n'a pu être trouvée pour suivre l'impact que peut avoir un pays sur la réalisation des ODD dans un autre pays (par ex. en s'approvisionnant en ressources naturelles à l'étranger). Ces défis requièrent une analyse minutieuse et seront traités dans les futures versions de l'indice et des tableaux de bord.

**Q: Est-ce que l'indice et les tableaux de bord intègrent des données de tendance ?**

**R:** Les données de tendance ou les données de séries chronologiques sont trop rares pour pouvoir évaluer les taux de changement de toutes les variables au niveau des pays. Par conséquent, l'indice et les tableaux de bord ODD donnent un aperçu de la situation dans laquelle se trouvent les pays aujourd'hui par rapport à la réalisation des ODD. Un axe de notre futur travail pourra se concentrer sur l'estimation de points de comparaison historiques afin de calculer des taux de changement.

**Prochaines étapes**

**Q: Est-ce que l'indice et les tableaux de bord ODD seront mis à jour ?**

**R:** L'indice et les tableaux de bord ODD seront mis à jour tous les ans pour les trois prochaines années afin d'intégrer de nouveaux indicateurs au fur et à mesure que ceux-ci sont disponibles, de mettre à jour les données et de prendre en compte les suggestions pour rendre les outils plus utiles pour les pays et autres intervenants. Le site web sera amélioré en continu afin de faciliter l'utilisation en temps réel des données et la comparaison entre les pays.

**Q: À qui puis-je adresser mes commentaires sur l'indice et les tableaux de bord ODD ?**

**R:** Nous saluons tous les commentaires et suggestions visant à améliorer l'indice et les tableaux de bord ODD. Merci d'envoyer vos commentaires et suggestions à [info@sdginde.org](mailto:info@sdginde.org).

## Références

- Anand S. and A. Sen. 2000. Human Development and Economic Sustainability. World Development. Vol. 28, No. 12, pp. 2029-2049
- Arrow, K., Chenery, H., Minhas, B., and R. Solow. 1961. Capital-Labor Substitution and Economic Efficiency The Review Of Economics And Statistics, 43 (3), 225. <http://dx.doi.org/10.2307/1927286>,
- Blackorby, C. and D. Donaldson. 1982. Ratio-Scale and Translation-Scale Full Interpersonal Comparability without Domain Restrictions : Admissible Social-Evaluation Functions. International Economic Review, 23(2), 249. <http://dx.doi.org/10.2307/2526436>
- BirdLife International, IUCN (International Union for Conservation of Nature) and UNEP-WCMC (United Nations Environment Programme – World Conservation Monitoring Center) .2016. Resources and Data <http://www.unep-wcmc.org/resources-and-data>
- Brauer, M. et al. 2016. Ambient Air Pollution Exposure Estimation for the Global Burden of Disease 2013. Environmental Science & Technology 50, no. 1: 79–88. <http://data.worldbank.org/indicator/EN.ATM.PM25.MC.M3>
- Carbon Dioxide Information Analysis Center. 2016. Environmental Sciences Division, Oak Ridge National Laboratory, Tennessee, United States. <http://data.worldbank.org/indicator/EN.ATM.CO2E.PC>
- Cassidy, M. 2014 Assessing Gaps in Indicator Availability and Coverage . New York : Sustainable Development Solutions Network. Available at <http://unsdsn.org/resources/publications/assessing-gaps-in-indicator-availability-and-coverage/> FAO (Food and Agriculture Organization). 2015. FAO Stat. Available at <http://data.worldbank.org/indicator/SN.ITK.DEFC.ZS>
- FAO (Food and Agriculture Organization), IFAD (International Fund for Agricultural Development) and WFP (World Food Programme). 2015. The State of Food Insecurity in the World 2015. Meeting the 2015 international hunger targets : taking stock of uneven progress. Rome : FAO.
- Ferreira , F., Chen, S., Dabalen, A., Dikhanov, Y., Hamadeh, N., and D. Jolliffe .2015. A global count of the extreme poor in 2012 : data issues, methodology and initial results.. Washington D.C.: World Bank. Available at <http://ftp.iza.org/dp9442.pdf>
- Foa, R. and J. Tanner. 2011. Methodology of the Indices of Social Development. Available at [http://www.indsocdev.org/resources/%20Methodology%20of%20the%20Social%20Development%20Indices\\_%20jan11.pdf](http://www.indsocdev.org/resources/%20Methodology%20of%20the%20Social%20Development%20Indices_%20jan11.pdf)
- Gallup .2015. Gallup World Poll. Gallup.com. Retrieved on 7 July 2016, from <http://www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx>
- Helliwell, J., Layard, R., and J. Sachs. 2016. World Happiness Report 2016. New York : Sustainable Development Solutions Network
- Hsu, A. et al. 2016. Environmental Performance Index. New Haven, CT : Yale University.
- IAEG-SDGs (Inter-agency Expert Group on SDG Indicators) .2016. Provisional Proposed Tiers for Global SDG Indicators as of March 24, 2016. New York : Inter-Agency Expert Group on SDG Indicators. Available at <http://unstats.un.org/sdgs/files/meetings/iaeg-sdgs-meeting-03/Provisional-Proposed-Tiers-for-SDG-Indicators-24-03-16.pdf>
- IEA (International Energy Agency). 2015. CO<sub>2</sub> Emissions From Fuel Combustion <https://www.iea.org/publications/freepublications/publication/CO2EmissionsFromFuelCombustionHighlights2015.pdf>
- ILO (International Labor Organization). 2016. Key Indicators of the Labor Market (KILM) 7th Edition [http://www.ilo.org/empelm/pubs/WCMS\\_114060/lang--en/index.htm](http://www.ilo.org/empelm/pubs/WCMS_114060/lang--en/index.htm)
- ICPR (Institute for Criminal Policy Research). 2016. World Prison Population List 11th Edition <http://www.prisonstudies>.

[org/sites/default/files/resources/downloads/world\\_prison\\_population\\_list\\_11th\\_edition.pdf](#)

- IMF (International Monetary Fund). 2015. Financial Access Survey, 2015 <http://data.imf.org/?sk=E5DCAB7E-A5CA-4892-A6EA-598B5463A34C>
- IPU (Inter-Parliamentary Union) .2016. Women in national parliaments <http://www.ipu.org/wmn-e/classif.htm>
- ITU (International Telecommunication Union) .2015. ICT Statistics <http://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/stat/default.aspx>
- IUCN (International Union for Conservation of Nature) and BirdLife International. 2016. Red List of Species ; <http://www.birdlife.org/news/tag/iucn-red-list>
- Kokoska, S. and D. Zwillinger .2000. CRC standard probability and statistics tables and formulae (pp. Section 14.7). Boca Raton, Fla.: Chapman & Hall|CRC.
- Kroll, C. 2015. Sustainable Development Goals : Are the rich countries ready? Guetersloh : Bertelsmann Stiftung.
- Nicolai, S., Hoy, C., Berliner, T., & Thomas A. 2015. [Projecting progress : Reaching the SDGs by 2030](#). London : Overseas Development Institute.
- OECD. 2008 Handbook on Constructing Composite Indicators : Methodology and User Guide ; Paris : Organization for Economic Co-operation and Development.
- OECD. 2016. [OECD.Stat](#). Paris : Organisation for Economic Co-operation and Development
- Osberg, L. and A. Sharpe. 2002. An Index of Economic Well-Being for Selected OECD Countries, Review of Income and Wealth, 48, 291-316
- Rose, R.1995. Making progress and catching up : Comparative analysis for social policy making. International Social Science Journal, 143, pp. 113-125
- Sachs, J et al. 2016. Preliminary Sustainable Development Goal (SDG) Index and Dashboard. SDSN Working paper
- SDSN. 2015. [Getting Started with the Sustainable Development Goals. A Guide to Stakeholders](#). SDSN : New York and Paris.
- SDSN. 2015. Indicators and a Monitoring Framework for Sustainable Development Goals : Launching a data revolution for the SDGs. New York & Paris : Sustainable Development Solutions Network
- Transparency International. 2012. Corruption Perception Index 2012 Methodology. Berlin
- United Nations (UN). 2015. Transforming Our World : The 2030 Agenda for Sustainable Development. New York : United Nations.
- United Nations (UN). 2016. [Items for discussion and decision : data and indicators for the 2030 Sustainable Development Agenda](#). Statistical Commission. UN Economic and Social Council : New York.
- UNDP. 2015. [Human Development Statistical Tables](#). Human Development Report 2015. New York : United Nations Development Programme.
- UNICEF. 2015. Child labor data. Updated in November 2015. New York : UNICEF
- World Bank. 2016. World Development Indicators. Washington D.C.: World Bank
- World Economic Forum (WEF). 2016. Global Competitiveness Report 2015-2016. Geneva : World Economic Forum
- Zwillinger, D., and Kokoska, S. 2000. CRC Standard Probability and Statistics Tables and Formulae. Chapman & Hall : New York. Section 14.7

